

L'avenir des relations de la Grande-Bretagne avec l'union européenne

discours prononcé par David Cameron à l'intention des citoyens britanniques le 10 novembre 2015

1. Il y a presque 3 ans, je faisais un discours sur l'Europe. Je soutenais que l'Union européenne devait se réformer afin de répondre aux défis du XXI^e siècle . J'ai soutenu que le meilleur avenir de la Grande-Bretagne se trouvait dans une Union européenne réformée, à la condition que les changements nécessaires soient acceptés.
2. Et j'ai promis au peuple britannique que, si j'étais réélu premier ministre, nous aurions un référendum sur le maintien ou la sortie dans l'UE et le dernier mot sur le fait que notre sécurité nationale et économique serait mieux protégée en restant dans l'Union européenne, ou en la quittant.
3. Cette promesse doit être désormais honorée. La loi de notre pays convoquera donc un référendum sur notre adhésion à l'UE d'ici la fin de 2017. La renégociation [des conditions de notre adhésion] est maintenant dans sa phase formelle, après plusieurs séries de discussions techniques. Aujourd'hui, j'ai écrit au président du Conseil européen pour lui indiquer la façon dont je veux répondre aux préoccupations du peuple britannique et pourquoi je crois que les changements que la Grande-Bretagne propose bénéficieront non seulement à la Grande-Bretagne, mais l'UE dans son ensemble.
4. Ce sera bien sûr l'objet de la négociation elle-même d'aboutir aux modifications juridiques précises nécessaires pour apporter les réformes dont la Grande-Bretagne a besoin. Mais aujourd'hui, je veux vous expliquer plus en détail pourquoi nous voulons faire les changements que nous avons énoncés - et comment ils vont faire une différence. C'est peut-être la décision contemporaine la plus importante que le peuple britannique devra prendre par voie électorale.
5. Je tiens à indiquer au peuple britannique en quoi ce référendum importe, ainsi que quelques-unes des questions que nous devront peser très soigneusement que les arguments Ebb and Flow [?] lorsque nous approcherons du référendum. Et je tiens à expliquer à nos partenaires européens pourquoi nous tenons ce référendum, ce que nous demandons et pourquoi.

Le discours de Bloomberg reste valable 3 ans après

6. Depuis que je fait ce discours voici près de 3 ans, les défis de l'Union européenne n'ont pas diminué - en fait ils se sont accrus. Les perspectives économiques sont peut-être un peu plus réjouissantes. Mais l'héritage de la crise de la zone euro perdure. Les menaces pour notre sécurité - et à la sécurité de chaque nation européenne - ont énormément augmenté au cours des dernières années, de l'invasion russe dans l'est de l'Ukraine, à l'émergence de l'EI, sans oublier les flux migratoires déclenchés par la guerre en Syrie. Et à travers l'Europe, la montée des partis protestataires exige une réponse. Mais rien de ce qui est arrivé - rien - n'a diminué ou rendu obsolète l'argument central de mon discours de Bloomberg. Au contraire, il n'en est que plus fort. L'Union européenne a besoin de changer. Elle doit devenir plus compétitive pour faire face à la montée des économies comme la Chine et l'Inde. Il est nécessaire de remettre les relations entre les pays la zone euro et ceux de l'extérieur - comme la Grande-Bretagne - sur une base stable à long terme. Une plus grande responsabilité démocratique des parlements nationaux est nécessaire. Surtout, l'UE, comme je le disais à Bloomberg, doit fonctionner avec la flexibilité d'un réseau, pas la rigidité d'un bloc.
7. N'oublions jamais que l'Union européenne comprend maintenant 28 États historiques de l'Europe. Cette diversité même est la plus grande force de l'Europe. La Grande-Bretagne

affirme qu'il faut profiter de cet atout. Reconnaissons que la réponse à tous les problèmes n'est pas toujours plus d'Europe. Parfois, la réponse est moins d'Europe.

8. Acceptons que la « taille unique » ne convient pas à tous. Cette flexibilité est ce que je crois être le mieux pour la Grande-Bretagne ; et, comme souvent, le meilleur pour l'Europe aussi. Faire ce qui est le mieux pour la Grande-Bretagne motive tout ce que je fais en tant que Premier ministre. Cela signifie prendre des décisions difficiles, et parfois émettre des arguments que les gens ne veulent pas beaucoup entendre. C'est pourquoi nous avons pris des mesures difficiles, mais nécessaires pour réduire le déficit. C'est la raison pour laquelle nous appliquons notre plan économique à long terme. C'est pourquoi nous réformons notre système de protection sociale et d'éducation. Parce que nous savons que le fondement de notre sécurité est une économie forte - et que c'est ce que toute nation doit faire pour réussir dans le XXI^e siècle. C'est également la raison pour laquelle, en dépit de toutes les pressions sur les finances publiques, nous avons garanti le budget de la défense à 2% du PIB et c'est pourquoi nous consacrons 0,7% de notre revenu national brut à l'aide internationale. Avec cet argent, nous sommes en mesure d'équiper nos forces armées avec deux flambant neufs appareils de transport aériens, de doubler de notre flotte de drones, acheter de nouveaux avions de combat et de nouveaux sous-marins et d'investir dans nos forces spéciales.
9. Nous faisons toutes ces choses pour protéger nos intérêts économique et national. Et c'est le prisme à travers lequel j'aborde notre adhésion à l'Union européenne. Prendre des décisions difficiles, ce qui implique d'affronter des discussions délicates, abordant les questions dont personne ne veut parler et de protéger, pour faire progresser notre sécurité économique et nationale.
10. Comme la plupart des Britanniques, j'aborde cette question avec un état d'esprit pratique pas émotionnel. Avec la tête, pas le cœur. Je sais que certains de nos partenaires européens trouveront cela décevant de la part de la Grande-Bretagne. Mais c'est ce que nous sommes. Voilà comment nous avons toujours été en tant que nation. Nous sommes rigoureusement pratique. Nous sommes obstinément terre à terre. Nous sommes des « debunker » naturels [traduction délicate, car le terme utilisé est volontairement désué et aristocratiques : « nous n'avalons pas facilement ce que l'on veut nous faire croire »]. Nous voyons l'Union européenne comme un moyen pas une fin, pas une fin en soi. «L'Europe, si nécessaire, le national si possible », comme disent nos amis néerlandais. Un instrument pour amplifier la puissance et la prospérité de notre nation - comme l'OTAN, comme notre siège au Conseil de sécurité de l'ONU ou au FMI. Nous considérons qu'il y a une relation étroite entre la sécurité et la prospérité du continent à laquelle notre île est liée géographiquement et notre propre sécurité et la prospérité.
11. Durant cette semaine où nous commémorons la fin de la Grande Guerre et cette l'année où nous avons célébré le 70^{ème} anniversaire de la libération de l'Europe, comment ne le pourrions-nous pas ? La Grande-Bretagne a contribué complètement à la liberté dont les nations de l'Europe jouissent aujourd'hui. Partout sur le continent, d'Ypres à Monte Cassino, de Bayeux à Arnhem, dans la pierre froides des cimetières où reposent tant de militaires britanniques qui ont traversé la Manche pour aider les nations subjuguées à secouer le joug du tyran et rendre à la liberté la place qui lui revient sur ce que Churchill a appelé « ce noble continent ».
12. Et aujourd'hui, nous continuons à jouer pleinement notre rôle dans la sécurité européenne et la sécurité mondiale. Lutte contre Ebola en Afrique de l'Ouest. Missions de reconnaissance aérienne dans les pays baltes. Contribution aux opérations de l'OTAN en Europe centrale et orientale. Sauvetage des vies et lutte contre les passeurs en

Méditerranée. Nous dépensons 1,1 Mds £ pour l'aide régionale pour la Syrie, le Liban et la Jordanie - plus que toute autre nation européenne. La Grande-Bretagne a toujours été une nation engagée, parce que nous savons que l'engagement est la meilleure façon de protéger et de faire progresser notre économie et notre sécurité nationale.

13. Aujourd'hui, alors que nous sommes confrontés à de nouvelles menaces et de dangers pour notre pays, je n'ai aucun doute que pour la Grande-Bretagne la question européenne est non seulement une question de sécurité économique, mais aussi de sécurité nationale, pas seulement une question d'emplois et de commerce, mais de sauvegarde et de sécurité pour notre nation.
14. De même, Alors que l'Union européenne représente près de la moitié de notre commerce, il importe pour notre sécurité économique que l'Union européenne soit compétitive et réussisse à promouvoir la prospérité pour ses membres. Tout comme il est important pour nous que - alors que nous ne faisons pas partie de l'euro - et, à mon avis, nous n'en ferons jamais partie - la zone euro doit être en mesure de faire face à ses problèmes et de réussir.
15. Si elle ne parvient pas à le faire, nous ne serons certainement pas à l'abri d'effets secondaires. Voilà pourquoi, il y a près de 3 ans, j'ai plaidé pour la réforme – une réforme qui profiterait la Grande-Bretagne, et à mon avis, profitera à l'ensemble de l'UE. C'est pour moi une évidence que la Grande-Bretagne a avantage à appartenir à l'UE. Mais il me paraît également évident qu'il y a des problèmes majeurs qui doivent être abordés.
16. Le leadership politique implique de faire face à ces problèmes, et non de les éluder. Si nous les ignorons, l'histoire nous enseigne qu'ils ne feront qu'empirer. Permettez- moi de vous expliquer ce que je veux dire.

4 défis majeurs pour l'Union européenne

17. Dans mon discours de Bloomberg il y a près de 3 ans, je disais que l'Union européenne faisait face à 3 grands défis. Tout d'abord, les problèmes de la zone euro : ils ont besoin d'être réglés - et cela va nécessiter des changements fondamentaux. Deuxièmement, une crise de la compétitivité européenne, alors que d'autres nations à travers le monde vont de l'avant, l'Europe risque d'être laissée pour compte. Et troisièmement, un écart entre l'UE et ses citoyens qui a augmenté de façon spectaculaire ces dernières années et qui découle d'un manque de responsabilité démocratique et de consentement, particulièrement ressentie en Grande-Bretagne. Ces 3 défis sont aussi cruciaux aujourd'hui comme ils l'étaient précédemment. Et aujourd'hui, je voudrais ajouter un quatrième défi. Comme nous l'avons vu de façon si spectaculaire à travers l'Europe avec les questions posées par la crise migratoire, nos pays ont besoin de plus de contrôle pour gérer les pressions de gens qui souhaitent venir en Europe. Et bien que la Grande-Bretagne n'adhère pas à l'accord de Schengen sur la libre circulation et que nous avons été en mesure de définir notre propre approche pour prendre en charge directement les réfugiés, nous avons cependant besoin de mesures supplémentaires pour lutter contre les violations plus larges du droit à la libre circulation au sein de l'Europe et de réduire le très haut débit des gens qui viennent en Grande-Bretagne en provenance de tout le reste de l'Europe.
18. Ainsi, les changements que nous défendons sont considérables. Mais ils ont un objectif très clair : répondre à ces 4 défis clés qui sont essentiels à la réussite de l'Union européenne et à maintenir et à promouvoir la sécurité économique et nationale du Royaume-Uni en son sein.
19. Permettez- moi de vous expliquer chacun [des changements que nous réclamons].

La gouvernance économique et de la zone euro

20. Premièrement, il est dans notre intérêt à tous que la zone euro définisse une bonne gouvernance et qu'elle garantisse la réussite de sa monnaie à long terme. La Grande-Bretagne comprend que, et nous ne nous opposeront pas à ces développements, tant que de tels mécanismes ne seront pas en place nous ne serons pas assurés que nos propres intérêts soient pleinement protégés.
21. Permettez-moi de vous expliquer ce que je veux dire. Aujourd'hui, il y a 2 sortes de membres de l'Union européenne. Il y a des membres de la zone euro et il y a ceux qui ne le sont pas. Les changements que la zone euro mettra en œuvre auront des implications profondes pour les deux types de membres.
22. Ainsi, les Etats qui ne sont pas dans l'euro, comme la Grande-Bretagne, ont besoin de certaines garanties afin de protéger le marché unique et notre capacité à décider de ses règles et de veiller à ce que nous ne soyons pas confrontés ni à la discrimination, ni à des coûts supplémentaires découlant de l'intégration de la zone euro. Parce que l'Union européenne et la zone euro ne sont pas la même chose. Et ceux d'entre nous qui sont dans l'UE mais en dehors de la zone euro ont besoin que cela soit accepté.
23. Nous avons besoin d'un modèle britannique de l'adhésion qui fonctionne pour la Grande-Bretagne et pour tous les autres membres non-euro de l'UE. Et cela devrait être parfaitement possible. L'Union européenne est une famille des nations démocratiques dont la motivation d'origine était - et reste - un marché commun. Il n'y a aucune raison pour laquelle la monnaie unique et le marché unique doivent partager la même limite, pas plus que le marché unique et de Schengen. Donc, l'UE a besoin de souplesse pour tenir compte tant de l'intérieur que de l'extérieur de la zone euro, à la fois ceux qui envisagent l'intégration économique et politique beaucoup plus étroite et des pays comme la Grande-Bretagne qui n'embrasseront jamais cet objectif. Ceci est d'une importance capitale pour le Royaume-Uni. Parce que si l'Union européenne venait à évoluer en un club de la monnaie unique, où les personnes en dehors de la monnaie unique seraient mises à l'écart et dominées, alors ce ne serait plus notre club. Nous avons besoin que cette question soit traitée - de sorte que le Royaume-Uni ne soit pas obligé de mener une série de batailles qui ne feront qu'entamer la confiance entre les Etats membres. Et nous devons faire en sorte qu'il soit tout à la fois possible d'être dans l'UE, mais pas dans la zone euro, et que cette position n'implique pas qu'un pays souverain (rule-maker) soit transformé en pays soumis (rule-taker). Il est maintenant temps de le faire.
24. Donc, dans le cadre de notre renégociation, je demande aux dirigeants européens de convenir de principes clairs et contraignants qui protègent la Grande-Bretagne et les autres pays non-euro, ainsi qu'un mécanisme de sauvegarde pour garantir que ces principes sont respectés et appliqués.
25. Ces principes devraient inclure ce qui suit :
- Reconnaissance du fait que l'Union européenne est une Union à plusieurs devises. Il ne doit y avoir aucune discrimination et aucun désavantage pour toute entreprise sur la base de la monnaie de leur pays ;
 - L'intégrité du marché unique doit être protégée. Comme la zone euro va de l'avant, toutes les modifications qu'elle décidera de faire - comme la création d'une union bancaire - doivent être sur la base du volontariat pour les pays non-euro, jamais une obligation ;
 - Les contribuables des pays non-euro ne devront jamais supporter le coût des opérations pour soutenir l'euro en tant que monnaie ;
 - Tout comme la stabilité et la surveillance financière est devenue une compétence clé pour les institutions de la zone euro comme la BCE, alors la stabilité et la surveillance financière doit être une compétence clé pour les institutions nationales, comme la Banque

d'Angleterre, pour les membres non-euro. Et toutes les questions qui touchent tous les États membres doivent être discutées et décidées par tous les États membres.

La compétitivité

26. Deuxièmement, nous voulons une Union européenne qui ajoute à notre compétitivité, et ne nous en détourne pas. Nous avons déjà fait des progrès depuis mon discours de Bloomberg. Les propositions législatives de la nouvelle commission ont chuté de 80% avec plus de règlements établis pour être abrogé cette année que dans l'ensemble de la commission précédente. Nous avons des propositions pour une union des marchés financiers qui aideraient à obtenir un financement pour les entreprises en croissance. Les nouveaux plans d'approfondissement du marché unique des services et le numérique se traduira par de nouvelles opportunités pour des millions d'entreprises britanniques pour fonctionner plus facilement partout en Europe. Les réformes adoptées le mois dernier permettront que les touristes britanniques ne supporteront plus les frais d'itinérance lorsqu'ils utilisent les téléphones mobiles ou avoir à payer des frais de carte de crédit exorbitants. Et le mois dernier, la Commission européenne a publié une nouvelle stratégie commerciale qui reflète l'agenda dont la Grande-Bretagne s'était faite le champion depuis des années, y compris la poursuite massive des accords commerciaux avec l'Amérique, la Chine, le Japon et l'ASEAN.
27. Nous connaissons les avantages que le libre-échange peut apporter. Les accords récents, dont un avec la Corée épargnent, déjà aux consommateurs britanniques quelques 5 Mds £ chaque année et ont aidé les exportations britanniques de voitures vers la Corée à être multipliées par cinq. Mais nous pouvons faire beaucoup plus.
28. Malgré tout ce que nous avons déjà réalisé pour endiguer le flux de nouvelles réglementations, le fardeau de la réglementation existante est encore trop élevé. Il y a deux ans, nous avons obtenu les premières réelles diminutions de dépenses dans le budget de l'UE. Il est maintenant temps de faire la même chose avec la réglementation de l'UE. Nous avons donc besoin d'un objectif visant à réduire la charge totale sur les entreprises et, dans le même temps, nous avons besoin de rassembler toutes les propositions différentes, des promesses et des accords sur le marché unique, sur le commerce et sur la réduction de la réglementation dans un engagement clair qui inscrive la compétitivité dans l'ADN de l'ensemble de l'Union européenne.

Souveraineté et subsidiarité

29. Troisièmement, nous devons faire face à la désillusion que de nombreux citoyens européens ressentent envers l'Union européenne en tant qu'institution. Ces préoccupations n'existent pas seulement en Grande-Bretagne. Mais ils ne sont peut-être plus fortes que partout ailleurs dans l'Union européenne aujourd'hui. Nous avons déjà adopté une loi pour garantir qu'aucun pouvoir ne peut être transféré de la Grande-Bretagne à Bruxelles sans le consentement explicite du peuple britannique par référendum. Mais si la Grande-Bretagne doit rester dans l'UE, nous devons faire plus. Cela se résume en vérité à ceci : Nous sommes une nation fière indépendante. Nous avons l'intention de le rester. Donc, nous devons être honnête à ce sujet. L'engagement dans les traités à une union toujours plus étroite n'est pas un engagement qui peut appliquer plus longtemps en Grande-Bretagne. Nous n'y croyons pas. Nous n'y souscrivons pas. Nous avons une vision différente pour l'Europe.
30. Nous croyons en une union souple d'Etats membres libres, qui partagent les traités et les institutions, qui travaillent ensemble dans un esprit de coopération pour faire progresser notre prospérité commune et de protéger nos peuples contre les menaces domestiques ou

étrangères contre notre sécurité. Et qui poursuivent, en temps voulu et seulement avec l'accord unanime, l'accueil de nouveaux pays dans l'UE .

31. Cette vision de la flexibilité et de la coopération n'est pas la même que ceux qui veulent construire une union politique plus étroite - mais elle est tout aussi valable. Et si nous ne pouvons pas convaincre nos partenaires européens de partager cette vision pour l'ensemble, nous avons certainement besoin de trouver un moyen de permettre à cette vision pour façonner l'adhésion de la Grande-Bretagne .
32. Donc, je peux vous dire aujourd'hui, que dans le cadre de notre renégociation je demande aux dirigeants européens un accord clair, juridiquement contraignant et irréversible pour mettre fin à l'obligation de la Grande-Bretagne à travailler vers une union toujours plus étroite. Cela signifie que la Grande-Bretagne ne peut jamais être empêtré dans une union politique contre sa volonté ou être aspirée dans une sorte d'États-Unis d'Europe.
33. Nous devons également veiller à ce que - alors que le Parlement européen joue un rôle important – le rôle des parlements nationaux soit également plus important, y compris notre propre Parlement ici à Westminster. Ce sont les parlements nationaux qui sont , et resteront, la principale source de réelle légitimité démocratique et de responsabilité dans l'UE. C'est au Parlement britannique que je dois rendre compte des négociations sur le budget de l'UE, ou de la sauvegarde de notre place dans le marché unique. Ce sont les parlements qui inculquent le respect - même la peur - aux dirigeants nationaux. Donc, il est temps de donner à ces parlements nationaux une plus grande influence sur le processus législatif de l'UE.
34. Nous ne proposons pas un droit de veto pour chaque parlement national. Nous reconnaissons que, dans une Union européenne à 28, cela ne signifierait que des embouteillages. Mais nous voulons voir un nouvel arrangement où des groupes de parlements nationaux peuvent se réunir et de rejeter les lois européennes qui ne vont pas dans le sens leur intérêt national.
35. Nous devons également aborder la question de la subsidiarité - la question de ce qui est le mieux décidé à Bruxelles et ce qui est mieux traité dans les capitales européennes. Nous croyons que si les compétences n'ont pas de raison de résider à Bruxelles, elles doivent être rendues à Westminster. Donc, nous voulons voir les engagements de l'UE à la subsidiarité pleinement mis en œuvre, avec des propositions claires pour y parvenir.
36. En outre, le Royaume-Uni exigera confirmation que les institutions de l'UE respectent pleinement les principes des protocoles « justice et affaires intérieures » pour toutes les propositions futures portant sur des questions de justice et d'affaires intérieures, en particulier pour préserver la capacité du Royaume-Uni à choisir sa participation.
37. En outre la sécurité nationale est - et doit rester – de la seule responsabilité des Etats membres, tout en reconnaissant les avantages à travailler ensemble sur des questions qui affectent notre sécurité à tous.
38. Enfin, dans ce domaine, les gens sont également frustrés par certaines décisions judiciaires européennes que ont un impact sur la vie en Grande-Bretagne. Bien sûr, cela concerne aussi bien à la Convention européenne des Droits de l'Homme (CEDH) que l'Union européenne. Ce qui explique pourquoi nous devons agir sur les deux fronts. Donc, nous allons revoir notre relation avec la CEDH par l'arrêt du travail sur le Human Rights Act et l'introduction d'un nouveau projet de Bill of Rights britannique.
39. Nous allons - bien sûr - engager des consultations sur la façon de faire de ce grand changement constitutionnel. Nous allons publier ces consultations et nous définirons à

partir de là notre plan pour rester compatible avec les principes fondateurs de la CEDH, tout en restaurant le rôle approprié des tribunaux britanniques et de notre Parlement. Et tout comme nous réformerons la relation entre nos tribunaux et Strasbourg, il est juste que nous considérons également le rôle de la Cour européenne de justice (CJUE) et la Charte des droits fondamentaux. Ainsi - comme cela a été convenu à l'époque du traité de Lisbonne - nous allons consacrer dans notre droit interne que la Charte européenne des droits fondamentaux ne crée pas de nouveaux droits. Nous allons dire explicitement à nos tribunaux qu'ils peuvent ne pas utiliser la Charte de l'UE comme base de nouvelle contestation judiciaire par l'abus d'invocation fallacieuse des droits humains. Nous allons également examiner si nous pouvons aller plus loin. Nous devons examiner la façon dont l'Allemagne et d'autres pays de l'UE consolident leur constitution et leur souveraineté. Par exemple, la Cour constitutionnelle en Allemagne se réserve le droit d'examiner si les libertés constitutionnelles essentielles sont respectées lorsque les pouvoirs sont transférés vers l'Europe. Et elle se réserve également le droit d'examiner les actes juridiques des institutions et des tribunaux européens pour vérifier qu'elles restent dans le cadre des compétences de l'UE, ou si elles ont dépassé les bornes. Nous allons examiner comment cela pourrait se faire au Royaume-Uni.

Immigration

40. Quatrièmement, nous croyons en une économie ouverte. Mais nous devons être en mesure de faire face à toutes les pressions que le libre échange peut faire porter sur nos écoles, nos hôpitaux et nos services publics. En ce moment, ces pressions sont trop grandes. Je comprends qu'à un moment où d'autres pays européens sont confrontés à une énorme pression migratoire en provenance de l'extérieur de l'UE, cela peut être difficile pour eux à comprendre. Mais dans un sens ces pressions sont un exemple ce que le Royaume Uni a réalisé ces dernières années.
41. Pour nous, il est pas une question de race, d'origine ou d'appartenance ethnique - la Grande-Bretagne est l'un des pays les plus ouverts et les plus cosmopolites sur la face de la Terre. Les gens de partout dans le monde peuvent trouver une communauté/collectivité de choix ici en Grande-Bretagne.
42. C'est une question d'échelle et de vitesse, et de pressions sur les collectivités, à un moment où les finances publiques sont déjà mis à rude épreuve en raison de la crise financière. Ce fut une préoccupation énorme dans notre récente campagne électorale et ça l'est encore aujourd'hui.
43. Contrairement à certains autres États membres, la population de la Grande-Bretagne est toujours en expansion. Notre population devrait atteindre plus de 70 millions dans les prochaines décennies et nous devrions devenir le pays le plus peuplé de l'UE d'ici à 2050. Dans le même temps, notre solde migratoire actuel est de plus de 300.000 par an. Cela n'est pas soutenable.
44. Nous avons pris beaucoup de mesures pour contrôler l'immigration en provenance de l'extérieur de l'UE. Mais nous devons également être en mesure d'exercer un plus grand contrôle sur les arrivées en provenance de l'intérieur de l'UE. Le principe de la libre circulation des travailleurs est un droit de base inscrit dans les traités, et c'est un élément clé du marché unique. Plus d'un millions de Britanniques bénéficient de leur droit de vivre et de travailler partout dans l'UE. Nous ne voulons pas détruire ce principe, que de nombreux Britanniques tiennent pour acquis. Mais la liberté de mouvement n'a jamais été un droit absolu, et nous avons besoin maintenant de lui permettre de fonctionner sur une base plus durable, à la lumière de l'expérience de ces dernières années. La Grande-Bretagne a toujours été une nation ouverte aux échanges, et nous ne voulons pas changer

cela. Mais nous ne voulons trouver des arrangements pour permettre à un État membre, comme le Royaume-Uni de restaurer de manière plus équitable notre système d'immigration et à réduire le niveau d'immigration courant très élevé au sein de l'UE vers le Royaume-Uni. Cela signifie tout d'abord de corriger les erreurs du passé en faisant en sorte que lorsque de nouveaux pays seront admis à l'UE à l'avenir, la libre circulation ne leur sera pas applicable tant que leurs économies n'auront pas convergé beaucoup plus étroitement avec les États membres actuels.

45. Ensuite, nous devons créer le système le plus dur possible pour faire face aux abus de la libre circulation. Cela inclut plus sévères et plus longues interdictions de d'entrée et de séjour pour les fraudeurs et ceux qui sont de connivence dans les mariages fictifs. Cela signifie aborder le fait qu'il est plus facile pour un citoyen de l'UE de faire entrer un conjoint non-européen en Grande-Bretagne que pour un citoyen britannique à faire de même. Cela signifie des pouvoirs renforcés pour expulser les criminels et empêcher leur retour, ainsi que d'empêcher l'entrée en premier lieu. Et cela signifie de discuter des arrêts de la CJCE qui ont élargi le champ d'application de la libre circulation d'une manière qui a rendu plus difficile la lutte contre ce genre d'abus.
46. Mais finalement, si nous voulons réduire les flux, nous avons besoin d'une action qui donne plus de contrôle sur l'immigration européenne. Comme je l'ai dit précédemment, nous pouvons le faire en réduisant l'appel d'air que notre système de protection sociale peut exercer à travers l'Europe. À ceux qui nous disent que cela ne fera pas une différence, je leur dis de regarder les chiffres. Nous savons maintenant que, à tout moment, environ 40% de tous les migrants récents de l'Espace économique européen sont pris en charge par le système de prestations du Royaume-Uni avec chaque famille réclamant en moyenne autour de 6 000 £ par an pour les prestations liées au travail uniquement et plus de 10 000 familles récemment arrivés faisant plus de 10 000 £ par an.
47. Nous avons besoin de restaurer un système équitable, et de réduire ce facteur d'attraction subventionné par le contribuable. Donc j'ai promis 4 actions lors des élections. Deux ont déjà été mises en œuvre. Les migrants européens ne pourront pas réclamer le crédit universelle lorsqu'ils cherchent du travail. Et si ceux qui viennent de l'UE et qui n'auront pas trouvé de travail dans les 6 mois, ils pourront être tenus de quitter la Grande-Bretagne. Mais nous devons aller plus loin pour réduire les flux. Donc, nous avons proposé que les gens qui viennent en Grande-Bretagne de l'UE devront vivre ici et contribuer pendant 4 ans avant de pouvoir prétendre aux prestations liées au travail ou au logement social. Et nous mettrons fin à la pratique consistant à envoyer des allocations familiales à l'étranger.
48. Maintenant, je comprends la difficulté de certaines de ces questions de protection sociale pour d'autres États membres. Et je suis ouvert à différentes façons de traiter cette question. Mais nous devons aboutir à un accord qui mette en œuvre l'objectif énoncé dans le manifeste du Parti conservateur pour contrôler l'immigration européenne.

Les 4 objectifs

49. Voici donc les 4 objectifs au cœur de notre renégociation.
50. Objectif 1 : protéger le marché unique pour la Grande-Bretagne et les autres États qui sont en dehors de la zone euro. Ce que je veux dire par là c'est un ensemble de principes contraignant qui garantissent l'équité entre les pays de la zone euro et non-euro.
51. Objectif 2 : inscrire la compétitivité dans l'ADN de l'Union européenne. Ce qui implique la suppression totale des charges sur les entreprises.
52. Objectif 3 : exempter la Grande-Bretagne à agir pour une «union sans cesse plus étroite »

et renforcer les parlements nationaux. Non pas par des paroles sympathiques, mais par des changements juridiquement contraignants et irréversibles.

53. Et l'objectif 4 : attaquer les abus du droit à la libre circulation, et nous permettre de contrôler l'immigration européenne, en cohérence avec notre manifeste. La forme précise que tous ces changements prendront sera le sujet la renégociation. Mais je veux être très clair : si nous parvenons à un accord, il doit être sur une base juridiquement contraignante et irréversible et, si nécessaire, par la force des traités.

Les négociations

54. Maintenant, il y aura ceux qui en Grande-Bretagne diront que ce que nous demandons est fortement insuffisant. Et certains dans les capitales européennes diront que ce que nous demandons est excessif. Je dis que ce que je demande est ce qui est nécessaire pour régler les problèmes des relations entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne. Et que ces mesures, si elles sont adoptées, profiteront à l'Union européenne dans son ensemble.
55. Je suis Premier ministre depuis cinq ans et demi. J'ai participé à 39 réunions du Conseil européen avec mes collègues dirigeants européens. J'ai pu voir de près cette relation fonctionner ; Je vois combien la Grande-Bretagne peut gagner par son adhésion à l'UE. Et j'ai vu où se situent les problèmes.
56. J'ai bien réfléchi à ce qui est nécessaire pour résoudre ces problèmes, et je suis venu avec un ensemble de solutions soigneusement conçu pour les résoudre. Il n'est en rien bizarre ou absurde. Il est juste, et il est raisonnable. Mais je dois être très, très clair. Je ne veux pas que cette approche raisonnable soit mal comprise.
57. Raisonnable ne signifie pas manque de détermination. Je comprends, bien sûr, que toute négociation doit impliquer ... la négociation. Mais la Grande-Bretagne est la deuxième plus grande économie dans l'UE. Nous sommes le deuxième plus gros contributeur au budget de l'UE. Avec la France, nous sommes sa principale puissance militaire. L'union nous apporte, mais nous lui apportons beaucoup. Nous croyons très fermement que si un Etat membre a des préoccupations majeures – qui sont exprimées de façon mesurée et constructive depuis un certain nombre d'années - il est alors en droit d'attendre que ces préoccupations soient prises en compte.
58. Au cœur de cette négociation il y a en fait une question très simple : l'Union européenne est-elle suffisamment souple pour répondre aux préoccupations de ses très divers Etats membres ? La réponse à cette question doit être oui, si l'UE veut survivre et prospérer dans l'avenir - non seulement pour la Grande-Bretagne aujourd'hui, mais pour d'autres Etats membres, grands et petits, du nord et du sud, de l'est ou de l'ouest. L'Union européenne a atteint un moment décisif.
59. Le moment est venu de veiller à ce que l'adhésion de l'Union européenne fonctionne pour la zone euro et non-euro membres de la même manière. Je pense que la plupart des gens trouveront notre proposition éminemment raisonnable. Déjà il y a eu des rounds de négociations productives avec chaque leader européen, avec les présidents du Conseil européen et du Parlement et bien sûr avec le président de la Commission européenne qui a fait de cette question une priorité et a promis son soutien à un accord équitable pour la Grande-Bretagne. Donc, je suis convaincu que nous parviendrons à un accord qui fonctionne pour la Grande-Bretagne et j'y travaille avec nos partenaires européens. Et Si et lorsque nous l'aurons obtenu, comme je le disais il y a 3 ans, je ferai campagne pour garder la Grande-Bretagne dans une Union européenne réformée, je ferai campagne en ce sens de tout mon cœur et de toute mon âme, parce que ce sera sans ambiguïté dans le sens de notre intérêt national.

60. Mais si nous ne pouvons pas parvenir à un tel accord, et si les préoccupations de la Grande-Bretagne ne devaient rencontrer qu'une sourde oreille - je ne crois pas que c'est ce qui se passera - alors nous aurons à réfléchir à nouveau pour déterminer si cette Union européenne est bonne pour nous. Comme je l'ai dit auparavant, je n'exclue rien.

Le meilleur des deux systèmes

61. Et au le peuple britannique, je dis ce qui suit. Nous avons une longue histoire d'engagement avec les meilleures parties de ce que l'adhésion de l'Union européenne a à offrir pour la Grande-Bretagne, son propre histoire et ses traditions. Déjà, nous avons veillé à ce que les Britanniques puissent voyager librement en Europe, tout en maintenant nos propres contrôles aux frontières. Nous avons conservé notre propre monnaie, tout en ayant un accès complet au marché unique. Nous avons réduit le budget de l'UE pour la première fois de son histoire, tout en protégeant le rabais britannique. Nous avons maintenu avec succès la Grande-Bretagne hors du mécanisme de sauvetage de la zone euro – ce fut la première fois que des compétences sont revenues de Bruxelles à Westminster. Grâce à notre opt-out sur les questions de justice et d'affaires intérieures, nous avons réalisé le plus grand rapatriement des compétences en Grande-Bretagne depuis que nous avons rejoint l'Union européenne. Et quand nous avons dû, nous avons utilisé notre droit de veto - comme je l'ai fait pour bloquer un traité qui n'était pas dans l'intérêt national de la Grande-Bretagne. En d'autres termes, nous avons montré auparavant qu'il est possible pour la Grande-Bretagne pour trouver les voies qui fonctionnent pour nous.

62. Et je crois que nous pouvons le faire à nouveau et que, grâce à cette renégociation, nous pouvons avoir le meilleur des deux mondes. On n'a pas besoin de choisir entre être une voix marginalisée au sein de l'Europe ou une voix isolée à l'extérieur.

63. Permettez- moi de vous expliquer ce que je veux dire.

Rejeter le statu quo

64. Ceux qui croient que nous devrions rester dans l'UE à tout prix devront expliquer pourquoi la Grande-Bretagne doit accepter le *statu quo*. Il est évident qu'il existe de réels problèmes pour la Grande-Bretagne avec le *statu quo*. Il existe certains risques économiques, si nous permettons que les pays de la zone euro puissent dépenser notre argent ou si les réglementations européennes restreignent notre capacité à négocier et à créer des emplois. Et il y a aussi des risques importants si nous permettons que notre souveraineté soit érodée par une union toujours plus étroite ou si nous faisons rien face au rythme insoutenable de l'immigration vers notre pays. Mais, tout comme ceux qui préconisent de rester dans l'UE à tout prix doivent répondre à des questions graves, ceux qui pensent que la Grande-Bretagne devrait tout simplement en partir doivent maintenant aussi réfléchir sur les implications de leurs arguments - et les risques éventuels de la voie qu'ils préconisent. Qu'est-ce qu'être en dehors de l'Union européenne signifie pour notre sécurité économique ? Et qu'est-ce que cela signifierait pour notre sécurité nationale ?

65. Permettez-moi de d'aborder brièvement ces questions à mon tour.

Sécurité économique

66. Tout d'abord, notre sécurité économique. Ceux qui croient que nous devrions quitter l'UE affirment pour la plupart que nous pourrions encore avoir une relation avec le marché unique et que nous pourrions encore construire des accords commerciaux avec le reste du monde.

67. Donc la question est de savoir comment exactement cela fonctionnerait ? Sur le marché unique, certains ont suggéré que nous pourrions être comme la Suisse ou la Norvège. Ces

pays sont de grands amis - mais ils sont aussi très différents de nous. La Suisse a dû négocier un accès au marché secteur par secteur. La Norvège fait partie du marché unique, mais n'a aucun mot à dire dans la fixation de ses règles : elle a juste à mettre en œuvre ses directives. 10 000 règles et règlements dans les 20 dernières années, 5 pour chaque jour durant lesquels le Parlement norvégien a siégé. Donc, l'ironie est que si nous suivions le modèle de la Norvège, l'ingérence politique de l'Europe dans notre pays pourrait en fait augmenter, plutôt que diminuer. Voilà le hic. Le marché unique a des règles. Nous ne pourrions pas toujours obtenir ce que nous voulons de ces règles. Mais nous avons plus d'influence sur elles à l'intérieur de l'UE, où ces règles sont effectivement élaborées.

68. Et concernant le commerce, ceux qui prônent la sortie de la Grande-Bretagne devront comment la ligue de 1 pourra se comparer avec la ligue des 28. Les négociations dans le cadre d'une économie de 500 millions de personnes nous donnent plus de pouvoir en tant que pays, pas moins. Notre adhésion à l'Union européenne nous donne des accords de libre-échange avec plus de 50 pays à travers le monde. Essayer de recréer l'ensemble de ces offres à partir de zéro par nous-mêmes ne serait pas un processus rapide ou facile. Nous devrions donc être clair que quitter l'UE n'est pas une voie rapide et automatique pour une terre où coulent le lait et le miel.

la sécurité nationale

69. Tout comme il y a des questions difficiles pour notre prospérité future en dehors de l'UE, il y a aussi des questions trop importantes pour notre sécurité future. En 2015, notre adhésion à l'Union européenne n'est pas seulement une question de commerce, de livres et de pence. Il s'agit de notre sécurité nationale autant que de notre sécurité économique. Le monde est sans aucun doute un endroit plus dangereux que quand je faisais mon discours à Bloomberg il y a 3 ans. L'EI n'existait pas. Désormais, il contrôle un territoire substantiel en Irak et en Syrie et menace directement notre pays. L'Ukraine était en paix. Désormais, elle est en crise, après que la Russie a envahi la Crimée et l'Ukraine orientale. Et bien sûr, la guerre en Syrie a déclenché une vague de migration vers l'Europe que nous voyons, nuit après nuit, sur nos écrans de télévision. La Grande-Bretagne n'a jamais rejoint la zone franche à la frontière de l'espace Schengen, donc nous gardons nos contrôles aux frontières. Ceci, et notre statut géographique insulaire, implique que nous sommes moins directement touchés que les autres pays européens par cette crise.
70. Notre accord avec la France, en tant que partenaire au sein de l'UE, implique que notre commande principale de la frontière avec l'Europe continentale fonctionne efficacement maintenant à Calais, pas à Douvres. Et notre décision d'admettre 20 000 réfugiés syriens dans les camps était une décision souveraine nationale britannique. Mais notre adhésion à l'UE importe pour notre sécurité nationale et pour la sécurité de nos alliés et c'est une des raisons pour laquelle nos amis dans le monde nous incitent fortement à rester dans l'UE. Ce n'est pas seulement une question de la force du nombre, aussi important que cela soit. L'UE, comme l'OTAN et notre participation au Conseil de sécurité des Nations Unies, est un outil qu'un Premier ministre britannique utilise pour faire avancer les choses dans le monde, et de protéger notre pays.
71. Lorsque la Russie a envahi l'Ukraine, et que les dirigeants européens se sont rencontrés, c'est la Grande-Bretagne qui a poussé aux sanctions contre la Russie afin d'assurer une réponse robuste. Sur l'Iran, c'est la Grande-Bretagne qui a contribué à imposer les sanctions les plus sévères ce qui a ramené l'Iran à la table des négociations. Ces choses ont été faites par l'intermédiaire de l'UE.
72. Là où je veux en venir est que si le premier ministre britannique n'était plus présent lors des sommets européens, nous perdrons cette voix et cela modifierait de façon permanente

notre capacité à faire avancer les choses dans le monde. Nous avons le droit de le faire en tant que nation souveraine. Mais nous devons le faire avec nos yeux ouverts.

L'avenir de la Grande-Bretagne

73. Je ne dis pas un seul instant que la Grande-Bretagne ne pouvait pas survivre en dehors de l'Union européenne. Bien sûr, nous le pourrions. Nous sommes un grand pays. La cinquième plus grande économie dans le monde. L'économie en plus forte croissance des pays du G7 l'an dernier. La plus grande destination pour les investissements directs étrangers dans l'UE. Notre ville capitale un icône mondiale. Le monde, littéralement, parle notre langue. Le mois dernier, le président chinois a passé une semaine dans ce pays. Cette semaine, le premier ministre de l'Inde s'y rendra. Ils voient un grand avenir pour ce pays que nous aimons tous. Nul doute que la Grande-Bretagne est un pays prospère fier de son succès. Une nation qui a obtenu ses succès par ses propres efforts. On est loin de «l'homme malade de l'Europe» que nous étions au moment où nous sommes entrés dans la Communauté économique européenne il y a 4 décennies.
74. Pouvons-nous réussir l'extérieur de l'Union européenne n'est pas la question. La question est de savoir si nous réussirions mieux en la quittant ? Être dans l'Union européenne ajoute-t-il à notre sécurité économique ou l'amoinde-t-il ? Être dans l'Union européenne nous rend-t-il plus sûr ou moins sûr ? Cela est une question de jugement. Et finalement, ce sera le jugement du peuple britannique à travers le référendum que j'ai promis et que je vais convoquer. Vous aurez à juger ce qui est le mieux pour vous et votre famille, pour vos enfants et petits-enfants, pour notre pays, pour notre avenir. Ce sera votre décision de rester dans l'UE sur la base des réformes que nous aurons sécurisées, ou si nous la quittons. Votre décision. Celle de personne d'autre. Pas celle des politiciens. Pas celle du Parlement. Pas celle des lobbies. Pas la mienne. Juste vous. Vous, le peuple britannique, déciderez. A ce moment, vous tiendrez le destin de ce pays dans vos mains.
75. Ceci est une décision énorme pour notre pays, peut-être la plus grande que nous prendrons de notre vivant. Et ce sera la décision finale. Donc, pour ceux qui suggèrent que la décision prise par référendum de quitter l'UE ne ferait que produire un autre renégociation avec une position plus forte avant un deuxième référendum par lequel la Grande-Bretagne resterait dans l'union je dis « détrompez-vous ». La renégociation se déroule maintenant. Et le référendum qui vient le seul pour un choix de génération. Un référendum pour sortir ou rester. Lorsque les Britanniques s'exprimeront, leur voix sera respectée - pas ignorée. Si nous votons pour partir, alors nous partirons. Il n'y aura pas une autre renégociation et un autre référendum. Donc, je dis à mes homologues européens avec lesquels je négocie : Ceci est notre seule chance d'obtenir ce droit - pour la Grande-Bretagne et pour toute l'Union européenne. Je dis à ceux qui songent à voter pour quitter l'UE : Réfléchissez bien, parce que ce choix ne peut être annulé.
76. Et à ceux qui font campagne pour la sortie de l'union, non dans l'espoir d'un second référendum, je dis décidez ce que vous croyez. Si vous pensez que nous devrions partir - et d'abandonner les moyens toute autre solution - alors faites campagne et faites voter ouvertement pour cela. Mais si vous plaidez réellement pour une meilleure relation entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne, alors ne faites pas campagne pour sortir. Travailler avec moi pour obtenir cette meilleure position pour la Grande-Bretagne.

Conclusion

77. Et maintenant ? J'ai donné aujourd'hui les changements que je veux voir, et que la Grande-Bretagne a besoin de voir mis en œuvre. Il y aura ceux qui disent - ici et ailleurs dans l'Union européenne - que nous nous sommes embarqués dans une «mission impossible».

Je dis : pourquoi ? Je ne nie pas que la recherche de réformes qui nécessitent l'accord des 27 autres démocraties, chacune avec leurs propres préoccupations, est une tâche énorme. Mais une position impossible ? Je n'y crois pas une minute. Quand vous regardez les défis auxquels sont confrontés les dirigeants européens aujourd'hui, les changements que la Grande-Bretagne demandent ne tombent pas dans la case marquée «impossible». Ils sont éminemment dépassables, avec de la volonté politique nécessaire et de l'imagination politique. L'Union européenne n'a jamais fait autre chose que résoudre des problèmes insolubles. Elle peut résoudre celui-là aussi. Décidons donc de le faire. Parce que le résultat attendu en vaut la peine. Un nouveau type de l'Union européenne.

78. Une Union européenne qui pourrait être leader dans le monde en matière de compétitivité, être un aimant pour les start-ups, un phare de la croissance et l'emploi. Une Union européenne dans laquelle à la fois les pays de l'eurozone et les autres pourraient voir leurs intérêts entièrement protégés. Une Union européenne, qui pourrait reconnaître les différentes visions de ses membres, et célébrer leur diversité comme une source de force. Une Union européenne dans laquelle ceux qui veulent avancer vers une union politique pourraient continuer à le faire, mais où il aura été clairement admis que la Grande-Bretagne ne prendra pas part à une telle entreprise. Une Union européenne dans laquelle le Royaume-Uni pourrait exercer un plus grand contrôle sur les défis à venir dans notre pays.
79. En d'autres termes, une Union européenne avec la flexibilité nécessaire pour veiller à ce que tous ses membres ressentent que leur manière particulière d'appartenir à l'union fonctionne bien pour chacun d'entre eux et que notre modèle britannique de l'adhésion fonctionne bien pour nous. Je ne doute pas qu'avec de la patience, de la bonne volonté, de l'ingéniosité, cela peut être fait. Et ce faisant, nous pouvons faire en sorte que la Grande-Bretagne et l'ensemble de l'Europe soient plus sûrs et plus prospères pour les générations à venir.